



N° 187/2024

**Trèbes.**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE**  
**PORTANT RÉGLEMENTATION**  
**DU STATIONNEMENT DES VÉHICULES**  
**POUR TOUR MAIRIE - FACE À LA POSTE**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE TRÈBES**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2211-1, L. 2112-2, L. 2213-1, L. 2213-6 et suivants ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription et livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) ;

**VU** la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment ses articles 25 et 27 ;

**VU** la demande formulée le 10 octobre 2024 par l'entreprise PREMIUM DÉMÉNAGEMENTS, 600 avenue Blaise Pascal, 34170 CASTELNAU LE LEZ, en vue d'effectuer un déménagement pour le compte de la Poste de TRÈBES ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est important d'autoriser et de veiller au bon déroulement de ce déménagement afin d'assurer la sécurité publique ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison de ce déménagement il y a lieu de réglementer momentanément les places de stationnement situées face à la Poste ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1** : Les 5 et 6 novembre 2024, de 8h à 18h, l'entreprise PREMIUM est autorisée à stationner sur les places situées le long de la salle des congrès de la Mairie.

**ARTICLE 2** : La circulation des véhicules ne sera pas entravée pendant le déménagement.

**ARTICLE 3** : Le stationnement PMR sera maintenu.

**ARTICLE 4** : Nonobstant les dates fixées à l'article 1, ces dispositions d'exploitation du stationnement cesseront à la fin de cette intervention, concrétisée par la levée de la signalisation.

La signalisation au droit et aux abords du stationnement sera mise en place par les services techniques, maintenue en permanence en bon état et enlevée à la fin de l'intervention, sous contrôle de la Police Municipale.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

**ARTICLE 5 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier.

**ARTICLE 7 :** Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

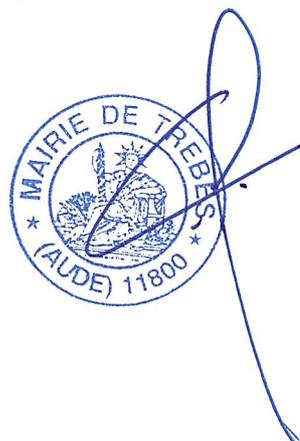
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de la gendarmerie de Trèbes, la Police Municipale, les Services Techniques Municipaux et l'entreprise PREMIUM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Trèbes, le 31 octobre 2024

**Éric MÉNASSI**  
**Maire de TRÈBES**



**Publié le : ... 31 octobre 2024 ...**